



## LES FAITS MARQUANTS DE LA CMPC: VENDREDI 21 JANVIER 2005

Vendredi, les délégués à la Conférence sur la Prévention des Catastrophes (CMPC) ont continué à se réunir dans des sessions des Segments Intergouvernemental et Thématique. En Plénière, la Conférence a planché sur l'Examen de la Stratégie et du Plan d'Action de Yokohama pour un Monde Plus Sûr, et ont entendu les déclarations générales des pays et des organisations intergouvernementales et autres. La Grande Commission s'est penchée sur le projet de déclaration de Hyogo, et ont poursuivi leurs discussions sur le projet de cadre d'action. Dans la Réunion Thématique, le dernier groupe de discussion s'est tenu sur la préparation d'une réponse efficace, et quatorze sessions consacrées aux ensembles thématiques ont été tenues tout le long de la journée.

### REUNION INTERGOUVERNEMENTALE

**PLENIERE: Examen de la Stratégie de Yokohama:** Le Directeur de la SIPC, Álvaro Briceño, a introduit l'Examen de la Stratégie et du Plan d'Action de Yokohama pour un Monde Plus Sûr (A/CONF.206/L.1), élaboré par le Secrétariat, sur la base des contributions apportées par l'IATF, les gouvernements, les organisations internationale et les ONG, durant le processus préparatoire de la CMPC.

Le BANGLADESH a souligné le besoin d'élaborer un plan d'action inscrit dans un calendrier précis. L'IRAN a appelé à un mécanisme de suivi et à un passage de la focalisation sur la période après-catastrophe à une focalisation sur la période avant-catastrophe. Le SÉNÉGAL a mis l'accent sur l'absence de ressources financières adéquates pour les programmes de prévention des catastrophes en Afrique. L'INDE a mis en relief l'importance de la mise en place d'un système d'assurance contre les catastrophes. Le CAMBODGE a demandé aux donateurs de réaffecter des fonds à la prévention des risques de catastrophe. La SYRIE a proposé d'établir un fonds mondial pour le soutien de la mise en œuvre des programmes de prévention des risques de catastrophe.

Briceño a déclaré que tous les commentaires seront transmis au débat sur le projet de cadre d'Action. Les délégués ont fait l'éloge du Secrétariat et de ses partenaires, pour la qualité de leur travail, et ont pris note du contenu et des conclusions de l'Examen de la Stratégie de Yokohama en tant que plate-forme pour le cadre d'action.

**GRANDE COMMISSION:** Les délégués ont débattu du projet de déclaration, achevant leurs négociations, en début d'après-midi. Une version révisée du projet du cadre d'Action a également été traitée, et les négociations se sont poursuivies tard dans la nuit.

**Projet de déclaration:** Dans les paragraphes préambulaires, les délégués ont décidé de faire référence à la Réunion Extraordinaire des Dirigeants de l'ASEAN sur les Répercussions du Tremblement de Terre de Sumatra et du Tsunami, tenue à Jakarta, en Indonésie, le 6 janvier 2005. L'état d'avancement de la Déclaration Commune de la session spéciale consacrée à la Catastrophe de l'Océan Indien, tenue jeudi, a été examiné, plusieurs délégués précisant que la Déclaration est un aboutissement de la réunion, combinant nombre d'initiatives, et non une déclaration du Président. Les délégués ont décidé de souligner la pertinence, pour d'autres régions, des leçons apprises de la catastrophe de l'Océan

indien, et de faire l'éloge des efforts fournis par les gouvernements touchés et par la communauté internationale, en réponse à la catastrophe.

Au sujet de l'impact des catastrophes sur le développement durable, la COLOMBIE a proposé l'insertion d'un libellé supplémentaire pour refléter que les investissements dans le développement, qui ne prennent pas en compte les risques des catastrophes peuvent accroître la vulnérabilité. Au terme d'une discussion informelle, les délégués ont approuvé ce point. Dans le chapeau, l'UE a proposé d'ajouter une référence au "rôle central" des Nations Unies dans la coordination de l'aide humanitaire et de la préparation aux catastrophes. Après un long débat, les délégués ont décidé de qualifier le rôle, de "vital." CUBA, appuyé par l'INDE et le ZIMBABWE, et contré par le JAPON, l'UE et les ETATS-UNIS, a proposé de supprimer la référence à la bonne gouvernance. La CHINE a suggéré un libellé de compromis faisant référence à l'importance de la coopération, des partenariats et de la bonne gouvernance, à tous les niveaux. L'UE a ajouté "la solidarité" à la liste. Le chapeau a été approuvé avec des amendements.

Les délégués ont ensuite débattu des paragraphes exécutoires, acceptant une proposition de l'UE de qualifier les catastrophes plutôt de "défis posés au développement durable," qu'un "problème de développement." Au sujet de la responsabilité des États dans la Prévention des Catastrophes et de la nécessité d'améliorer les capacités des pays vulnérables, l'AOSIS a demandé d'ajouter une référence aux PEID. Le BANGLADESH, avec la BARBADE et le BENIN, a demandé une focalisation plutôt sur les "pays en développement enclins aux catastrophes", en particulier, les PMA. Au sujet de l'importance de la traduction du cadre en actions concrètes à tous les niveaux, l'INDE a demandé une cohérence avec le projet de cadre, de manière à ce que le paragraphe se réfère plutôt à la nécessité d'élaborer des indicateurs, qu'à la nécessité de déterminer des objectifs particuliers. La SUISSE, contré par l'Australie, la CHINE et les ETATS-UNIS, a préféré l'élaboration d'objectifs définis. Les délégués ont décidé de reconnaître la nécessité d'élaborer des indicateurs et de renforcer les activités de Prévention des Catastrophes, appropriées aux circonstances particulières et aux capacités, en tant que partie intégrante de l'effort visant à réaliser le résultat attendu et les objectifs du cadre d'action.

Au sujet de la réalisation des résultats de la CMPC, le BRÉSIL et l'INDE, contrés par le JAPON et les ETATS-UNIS, ont requis la suppression de "responsabilité partagée et investissement," et l'UE a demandé d'ajouter "forte volonté politique." L'INDE a suggéré l'adjonction de "vision partagée." Les délégués ont approuvé un libellé combinant les suggestions mentionnées ci-dessus.

**Projet de cadre d'Action:** La NOUVELLE ZELANDE a introduit un libellé consacré aux PEID et portant sur la mise en application du résultat de la Stratégie de Maurice pour la suite de la mise en œuvre du PAB, à travers des systèmes d'AP efficaces et d'autres mesures d'atténuation et de réponse. Les délégués ont approuvé le texte, tel qu'amendé.

Au sujet de la mise en application et du suivi, les délégués ont approuvé un libellé de compromis, introduit par le Bénin, appelant au soutien des PMA, comme action prioritaire dans le cadre de la mise en application du cadre, y compris à travers une aide financière et technique pour la prévention des risques de catastrophe. Le NIGERIA a introduit un texte de compromis mettant en relief les obstacles posés aux efforts fournis par l'Afrique pour la réalisation du développement durable, compte tenu, en particulier, de l'insuffi-



sance des capacités de la région, à faire face aux catastrophes. Les délégués ont approuvé le libellé qui remplace la formulation précédente consacrée à l'observatoire des risques africain.

Le délégué des ETATS-UNIS a avancé un texte de compromis portant sur la coopération régionale et internationale, dans la détermination et la surveillance des dangers régionaux et transfrontaliers, l'échange d'information et la fourniture de l'AP, à travers les arrangements appropriés, tels que ceux relatifs à la gestion des bassins fluviaux. Le MEXIQUE a suggéré d'inclure dans la formulation, d'autres problèmes transfrontaliers. Les délégués ont approuvé le texte tel qu'amendé. Au sujet des communautés post-conflits, les délégués ont accepté une proposition des ETATS-UNIS d'élargir la portée des activités de secours d'urgence et de réhabilitation aux "situations post-conflits dans les pays enclins aux catastrophes," et de supprimer les autres références aux conflits. Le JAPON, appuyé par les ETATS-UNIS et le CANADA, ont continué à s'apposer au texte de l'UE consacré à la détermination politique des "gouvernements donateurs" à mobiliser les ressources. La NOUVELLE ZELANDE a suggéré de se référer aux "partenaires du développement," mais les délégués ont décidé de se référer aux "gouvernements." Au terme d'un long examen de la référence à l'évaluation du cadre d'action, les délégués se sont accordés sur un libellé de compromis soulignant que l'application du cadre d'action "sera évaluée."

Dans la partie consacrée aux tâches incombant aux Etats dans le domaine de la mise en œuvre et du suivi, CUBA a retiré sa proposition d'éviter les mesures unilatérales qui entravent la préparation efficace, la réponse et l'atténuation des catastrophes par les Etats. De nombreux délégués ont apporté leur appui à la position de Cuba, et se sont félicités de l'esprit de compromis de la motion. Au sujet de l'élaboration des indicateurs, la SUEDE a introduit un libellé de compromis encourageant la tenue d'une consultation avec les agences pertinentes des Nations Unies en vue d'élaborer des indicateurs génériques, réalistes et mesurables pour l'évaluation de la mise en application des Etats, et leur affinement à l'échelon national. La discussion s'est poursuivie jusqu'à une heure tardive de la nuit, dans un effort de conclure les négociations autour de ce sujet, de la mobilisation des ressources et d'autres points en suspens. Les délégués se sont accordés sur les références aux changements climatiques, y compris sur le maintien de la référence figurant dans le préambule.

## REUNION THEMATIQUE

**ENSEMBLES THEMATIQUES: Groupe de Discussion sur l'Ensemble 5: Préparation d'une réponse efficace:** Ce groupe de discussion a été présidé par Siddiqur Rahman Choudhury, Secrétaire d'Etat au Ministère Bangladais de l'Alimentation et de la Gestion des Catastrophes.

Carlos Scaramella, Chef de l'Unité du PAM, chargée de la Préparation et de la Réponse aux Situations d'Urgence, a donné un aperçu sur la stratégie du PAM dans le domaine de la préparation aux situations d'urgence. Randolph Kent, du King's College de Londres, a déclaré que les programmes et les plans de prévention des risques de catastrophe doivent être étayés par des stratégies basées sur des objectifs clairs et concrets. Mettant en relief les capacités et les mécanismes disponibles pour la prévention des risques de catastrophes, il a souligné la nécessité d'une volonté politique pour la prise de mesures efficaces dans le domaine de la préparation. José Llanes Guerra, Directeur de l'Office National Cubain de Gestion des Catastrophes, a décrit l'approche adoptée par Cuba en matière de défense civile, soulignant le rôle des activités menées à l'échelon communautaire et du leadership local.

Fernanda Teixeira, Secrétaire Général du Bureau Mozambicain de la Croix Rouge, a mis l'accent sur les approches à long terme adoptées dans le domaine de la préparation aux catastrophes, sur l'absence de financement pour des programmes de préparation soutenus, et sur la nécessité d'indicateurs et d'évaluations pour s'assurer de la préparation. Johan Schaar, Chef de la Division chargée de l'Aide Humanitaire et de la Gestion des Conflits, à l'Agence Suédoise de la Coopération pour le Développement International, a souligné le défi que représente le financement de la préparation aux catastrophes, précisant que les budgets de l'aide humanitaire sont déjà inadéquats. Soulignant la nature changeante des risques, Yvette Stevens, Coordinatrice Adjointe de l'Aide d'Urgence et Directrice de l'UN/OCHA, a mis en relief la responsabilité de la communauté internationale dans le traitement des risques mondiaux, régionaux et locaux qui contribuent aux catastrophes.

Les participants ont ensuite présenté leurs commentaires sur: le rôle des Nations Unies dans la coordination de la préparation; l'absence de priorité pour la prévention des risques de catastrophe; le lien entre les priorités de la réduction de la pauvreté et la préparation aux catastrophes; le rôle de la Charte Humanitaire du Projet de la Sphère et des Normes Minimales dans la Réponse aux Catastrophes; et la nécessité d'une coopération régionale.

**Ensemble 1: Gouvernance locale – les conditions préalables d'une prévention efficace des risques de catastrophe:** Cette session a été présidée par Christina Bollin, Programme Manager, chargée de la Gestion des Risques de Catastrophe dans le cadre de la Coopération pour le Développement, GTZ.

Horst Müller, Chef de la Division chargée de l'Aide au Développement et de l'Aide Transitionnelle, au Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement, a mis en relief le rôle de la bonne gouvernance locale dans la prévention des risques. Angeles Arenas, Conseiller Régional du PNUD pour la Prévention des Catastrophes, a déclaré que les politiques de gouvernance devraient renforcer le capital social à travers l'équité et l'intégration. Lucas Simão Renço, Administrateur du Département de Búzi, au Mozambique, a décrit un programme réussi de gestion des risques, intégrant une analyse participative des risques, des simulations, le savoir traditionnel et les comités locaux. David Smith, Conseiller Régional, JICA Amérique Centrale, a souligné l'importance de la documentation des moyens d'existence perdus ainsi que des vies perdues. Oscar René Alcántara, Hondurain, représentant de la société civile, a mis en exergue les avantages de la participation de la société civile et de la planification à long terme, dans un cadre politiquement instable. Mohammed Yousaf Pashtun, Ministre Afghan du Développement Urbain et de l'Habitat, a déclaré que son pays dispose d'une opportunité d'édifier des structures de gouvernance efficaces.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont fait référence aux liens des communautés marginalisées avec les administrations municipales, aux risques causés par le développement, à la décentralisation menées dans les régions multiculturelles, et à la coordination entre les agences gouvernementales.

**Ensemble 4: Fonctions de la prévention des catastrophes et des moyens d'existence durables résistant aux catastrophes:**

Cette session a été coprésidée par Tadatsugu Tanaka, de l'Université de Tokyo, et Anil Subedi, Directeur de l'ITDG-Népal.

Mineichi Iwanaga, Vice-ministre Japonais de l'Agriculture, des forêts et de la Pêche, a mis en exergue la contribution du Japon dans la réponse à la Catastrophe de l'Océan indien. Yohei Sato, de l'Université Agronomique du Japon, a déclaré que dans les communautés rurales, les activités agricoles peuvent accroître les capacités de résistance. Sumedha Jayasena, Ministre Sri Lankais de la Promotion des Femmes et de la Sécurité Sociale, a encouragé les efforts de reconstruction à se focaliser sur la mise en place de moyens de vivre durables. Taizo Homma, Directeur Général de la Préfecture de Niigata, au Japon, a expliqué le rôle des systèmes de drainage dans la Prévention des Catastrophes.

Rogelio Concepcion, Directeur du Bureau Philippin chargé de la Gestion des Eaux et des Sols, a parlé de la multifonctionnalité des rizières en terrasses. Fahmuddin Agus, Chef de l'Institut Indonésien de Recherche Edaphique, a souligné le rôle des forêts et des rizières dans la réduction des risques d'inondation. Wu Bin, de l'Université Forestière de Pékin, a appelé à l'éducation et à l'amélioration de la gestion. Madhavi Malalgoda Ariyabandu, Chef de l'Equipe chargé du Programme ITDG du Sud Asiatique, a mis l'accent sur le lien entre les changements climatiques et les moyens de subsistance. Amjad Bhatti, journaliste spécialiste du développement, à l'Institut Pakistanaï des Politiques de Développement Rural, a déclaré que les Etats ne devraient pas fuir leur principale responsabilité consistant à assurer la sécurité de leurs citoyens.

## DANS LES COULOIRS

La journée du vendredi a débuté par un examen rapproché du processus rédactionnel, de plus en plus compliqué, par le Bureau, qui a fait part de ses réserves sur le risque de voir la Conférence se terminer tard. Toutefois, en dépit du temps fou passé à négocier certains paragraphes dans la Grande Commission, en fin de soirée, il y avait un optimisme prudent que la Conférence allait sans doute livrer ses résultats dans les délais impartis, en particulier après l'accord conclu sur la question des changements climatiques. Quelques délégués ont été entendus commentant de manière positive que la nécessité avérée d'une action concertée face à une catastrophe réelle, a suscité des attitudes constructives et donné lieu à une atmosphère de souplesse.